

bulletin hebdomadaire



DE LA PROPRIETE DU PEUPLE A LA PROPRIETE DES TRAVAILLEURS

Managua, 27 mai (ANN). La question de la propriété est le problème à l'ordre du jour au Nicaragua où le régime en vigueur depuis dix ans est complètement destabilisé par le gouvernement de droite. La privatisation des entreprises en est un aspect important. Comme le dit Freddy Cruz, un des conseillers juridiques du Front national des travailleurs (FNT), la propriété est le point névralgique de la contradiction de classe. L'ancien responsable national de CONAPRO Heroes y Martires, l'organisation sandiniste des professions libérales, a expliqué à l'ANN ce que représente pour le FNT la privatisation en faveur des travailleurs.

Le FNT parle, à propos de la privatisation, de "légalisation des droits de propriété des travailleurs". Une des conquêtes les plus importantes de la Révolution a été la démocratisation de la propriété, entre autres grâce à la nationalisation, et il s'agit aujourd'hui de la défendre car elle est le fondement de la démocratie politique. Tous les pays d'Amérique latine privatisent sous la pression des Etats-Unis; il est pratiquement impossible de se battre au Nicaragua pour empêcher que le gouvernement ne procède à la privatisation alors qu'elle était inscrite dans son programme électoral et qu'il peut donc

s'appuyer sur le vote populaire.

Le FNT a donc choisi une autre voie et il a une solide argumentation pour parvenir à avoir une influence dans la privatisation. Outre le fait que c'est un moyen de protéger une partie des travailleurs contre les effets de la crise, la privatisation en faveur des travailleurs est aussi bénéfique à l'ensemble de la société, dans la mesure où, empêchant la concentration de la richesse, elle permettra d'éviter des conflits et favorisera la stabilité.

Mais le FNT va plus loin: il pense en effet que la relance économique sera plus rapide si les travailleurs ne sont pas exclus de la propriété des entreprises. Les dix ans passés ont démontré l'effort dont est capable la classe ouvrière pour défendre son outil de travail.

Cet effort est un autre argument des syndicats: sous le gouvernement sandiniste, les entreprises ont continué à fonctionner, malgré la guerre, grâce aux heures supplémentaires non payées, grâce au Mouvement des innovateurs qui ont fabriqué les pièces que l'on ne pouvaient plus trouver à cause du blocus. "Donner les entreprises aux travailleurs, c'est payer ce dévouement et ce travail", explique Freddy Cruz. Il faut ajouter à cela que le gouvernement révolutionnaire a trouvé en 1979 des

SOMMAIRE

De la propriété du peuple à la propriété des travailleurs

Dans la rue pour le toit et la terre

Révision des confiscations: le droit à la défense reconnu

Le FSLN et l'aide extérieure

Commission du niveau de vie: le gouvernement manoeuvre

Le micro-avenir des reconvertis

L'extrême-droite veut La Prensa

Vers une armée traditionnelle?

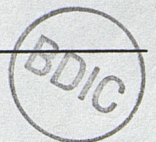
La relance passe-t-elle par le coton?

Amérique centrale: néolibéralisme et appauvrissement

Costa Rica: la récession

En bref

40 P 11481



entreprises sans capital et souvent avec du matériel obsole. Pour les moderniser, il a investi l'argent de la coopération internationale et de la solidarité dans le secteur productif et *"il n'est pas question d'offrir cela à l'entreprise privée"*.

Grâce à la lutte, il existe aujourd'hui un consensus sur le droit des travailleurs à la propriété des entreprises: il est reconnu par les Accords de la concertation d'octobre et l'Assemblée nationale l'a réaffirmé, sans compter qu'il est inscrit dans la constitution. Le FNT réclame 128 entreprises; la plupart sont agricoles, une vingtaine seulement sont industrielles (Bière Victoria, fabrique de pain Bimbo, les entreprises de la construction, Pepsi, l'entreprise de transport publics Enabus, les deux entreprises de produits laitiers, Café El Caracol, Café El Mejor, la fabrique d'allumettes, des entreprises de construction mécaniques, les abattoirs, les magasins Gallo y Villa etc...).. Elles ont été choisies selon deux critères: le premier est la disposition des travailleurs à se battre pour les posséder et les gérer, le second est la rentabilité. Pour le FNT, "la question de la propriété est au centre de l'affrontement de classe et c'est une lutte politique qu'il faut mener". La négociation d'un accord avec le gouvernement est aujourd'hui assez avancée en ce qui concerne les propriétés agricoles. Environ 40 % des fermes d'élevage, 40 % des plantations de coton et 40 % de celles de café seront remises aux travailleurs. La plupart d'entre elles sont déjà depuis un certain temps entre les mains des ouvriers qui les gèrent sans rendre de comptes à l'Etat. Certaines ont été objet de restitution à leurs anciens propriétaires, jugés "injustement" confisqués par la Commission nationale de révision des confiscations, mais les travailleurs n'ont pas voulu les rendre.

Ces entreprises, qui appartenaient à ce que l'on appelait le "secteur propriété du peuple", vont devenir "secteur propriété des travailleurs". Leurs employés ont acquis durant la Révolution une expérience de gestion qui est un gage pour l'avenir. Le secteur d'Etat était en effet plus productif que le secteur privé. Cependant, on peut craindre des manoeuvres visant à les mettre en difficulté. Déjà, le gouvernement ne veut pas remettre une partie des biens des entreprises: par exemple, les avions qui servent à la fumigation ou certains types de machines comme celles qui sont utilisées pour la première élaboration des produits d'agro-exportation. Le crédit pourrait être une autre machine de guerre. Mais pour F. Cruz, tout passe par la lutte. *"Il va falloir se battre pour démocratiser les instruments économiques"*. Par ailleurs, le FNT fait des démarches auprès de groupes économiques et de gouvernements amis afin d'obtenir une aide sous forme de financement ou de co-inversion. Il a également cherché des débouchés à la production de café et a réussi à vendre une partie de la prochaine récolte à des prix favorables.

Conscient du fait que la propriété individuelle, sous forme de part nominal, permet le rachat progressif par les

grands propriétaires, le FNT a décidé que la propriété serait collective et il considère que c'est un processus irréversible: si le FSLN revient au pouvoir, le secteur "propriété des travailleurs" ne sera pas nationalisé. Selon F. Cruz, ce serait prendre le risque que si la droite gagnait aux élections suivantes, à nouveau on soit obligé de lutter pour redonner la propriété aux travailleurs. Mais pour l'instant, le gouvernement n'est pas d'accord pour privatiser en faveur de groupes, et c'est là un des problèmes non réglés.

Bien que l'entreprise privée fasse un véritable forcing pour empêcher la privatisation en faveur des travailleurs, F. Cruz se montre optimiste. C'est un gigantesque défi pour les ouvriers, mais, après dix ans de gestion révolutionnaire, ils ont des atouts dont le moindre n'est pas leur organisation dans des syndicats aujourd'hui combattifs, vigilants et disposés à jouer leur rôle dans les entreprises propriété des travailleurs. Vue l'ampleur du secteur concerné, presque un état dans l'état, les travailleurs nicaraguayens se lancent dans une nouvelle expérience historique de nature à entraîner encore une fois la solidarité internationale.

DANS LA RUE POUR LE TOIT ET LA TERRE

Managua, 23 mai (ANN). Plus de 20 000 habitants de Managua ont répondu à l'appel du Front de lutte populaire (FLP) à défendre "la terre, le toit et la paix". Le FLP, composé d'une quinzaine d'organisations populaires dont le mouvement communal, organisait le 22 mai sa première manifestation contre le projet gouvernemental de déroger les lois qui garantissent aux Nicaraguayens la propriété des maisons ou des terrains donnés par la Révolution.

Cette dérogation priverait des dizaines de milliers de familles de milieux populaires du peu qu'elles possèdent : un toit, un lopin de terre. A l'heure où les somozistes de retour au Nicaragua cherchent par tous les moyens à récupérer leurs anciennes propriétés, le FLP exige du gouvernement qu'il respecte les droits des occupants et qu'il leur attribue à tous et immédiatement un titre légal de propriété. Il demande de plus une loi juste sur le salaire minimum, la sécurité de l'emploi et que la propriété des entreprises privatisées revienne aux travailleurs. *"Il y a un danger de dictature que le peuple doit freiner à temps"*, s'est exclamé le Père Miguel d'Escoto, coordinateur du FLP, devant la foule réunie sur la place de la Révolution. *"Si le gouvernement ne nous donne pas de réponse d'ici la mi-juin, nous appellerons à une mobilisation nationale"*. Il a fait allusion en des termes particulièrement énergiques aux initiatives anti-populaires du maire somoziste de Managua, Arnaldo Aleman, et a menacé ce "délinquant, qui a sa place en prison plutôt qu'à la mairie" d'être poursuivi en justice par le FLP pour ses violations

répétées à la loi municipale.

A la tribune, le Pere d'Escoto était entouré de plusieurs membres de la Direction nationale du FSLN et des dirigeants du Front national des travailleurs (FNT). *"C'est le début d'une insurrection, qui ne cherche pas à renverser le gouvernement mais à défendre les droits et les aspirations du peuple du Nicaragua"*, a déclaré Daniel Ortega, qui a appelé à l'unité des sandinistes et des non sandinistes dans cette lutte. Au nom du FNT, Lucio Jimenez et Edgardo Garcia ont assuré que les travailleurs ne rendraient pas les entreprises et les terres "à ceux qui nous ont exploités à l'ombre du somozisme". Alors que se termine la trêve de deux mois accordée au gouvernement par les syndicats, *"il n'y a ni sécurité ni stabilité"*, ont-ils constaté.

Les lycéens qui depuis le matin du 22 mai occupent le Palais national en soutien à la grève de leurs professeurs, ont été acclamés par la foule rassemblée sur la place. Depuis le toit du Palais, ils scandaient un slogan qui résume la situation de dizaines de milliers de jeunes au Nicaragua aujourd'hui : *"Sans manger, impossible d'étudier"*.

La vigueur de cette démonstration populaire a été saluée comme "une agréable surprise" par la journaliste et militante sandiniste Sofia Montenegro dans Barricada: *"La mobilisation, après un an de découragement politique pour le peuple, a été réelle et nous redonne le moral. Bizarrement, les gens étaient gais. Mais finalement ce n'est pas si bizarre: on se sent plus assuré lorsqu'on est organisé et qu'on sait ce qui est juste et ce qu'il y a à faire. Une chose est bien claire, comme l'a dit Daniel: cela ne sert pas à grand chose que le FSLN ou le FNT parviennent à des accords avec le gouvernement, si la population elle-même ne s'organise pas mieux pour défendre ses conquêtes. La bonne nouvelle que nous confirme cette marche est que le FSLN a commencé à réorganiser la population. Maintenant, c'est aux gens de s'y mettre et de se préparer à défendre leurs droits"*.

REVISION DES CONFISCATIONS: LE DROIT A LA DEFENSE RECONNU

Managua, 27 mai (ANN). Les terribles "petits papiers" grâce auxquels les somozistes confisqués reprenaient possession de leur terre ou de leur entreprise, avec l'aide de la police s'il le fallait, ont perdu leur effet magique. Une sentence de la Cour suprême de justice vient en effet de mettre un coup de frein aux agissements du président de la Commission de révision des confiscations, le Procureur Duilio Baltodano, dénoncé depuis longtemps par l'opposition sandiniste.

Le conseiller juridique du Mouvement communal, l'avocat Adrian Meza Castellanos, avait fait appel il y a plusieurs mois à la Cour suprême contre le décret 11-90

qui créait la Commission nationale de révision des confiscations et prévoyait la procédure de restitution aux anciens propriétaires. La Cour a rendu son verdict le 17 mai: l'article permettant à la Commission de révision de faire usage de la force publique pour faire appliquer ses décisions et celui qui lui permet d'inscrire les restitutions au Registre des propriétés sont anticonstitutionnels, ces facultés relevant exclusivement du pouvoir judiciaire.

Cette résolution retire donc à la Commission des pouvoirs qu'elle ne peut avoir, c'est-à-dire oblige l'exécutif à respecter l'Etat de droit. Elle freine également le Procureur D. Baltodano dont le travail n'était contrôlé par personne. Désormais, dans le cas où la propriété est entre les mains de particuliers, l'affaire devra passer devant les tribunaux qui auront le dernier mot, ce qui laisse au moins un espace pour la défense.

La résolution de la Cour suprême est une victoire, bien que relative, pour les sandinistes, qui considèrent qu'elle invalide toutes les restitutions décidées jusque-là. Mais les groupes qui se battent pour la restitution des propriétés confisquées -l'Association des confisqués, récemment créée et les organisations patronales- ainsi que le Procureur D. Baltodano rejettent évidemment le caractère rétroactif de la sentence. Sur environ 6 000 demandes de restitution, dont toutes n'ont pas encore été examinées, la Commission de révision en a déjà ordonné 1 100.

La présidente Chamorro a annoncé que son gouvernement respecterait la décision de la Cour suprême. Il a émis un nouveau décret qui réordonne le travail de la Commission de révision. Il établit clairement qu'il existe deux cas de figure. Si la Commission recommande la restitution d'une propriété qui est aux mains de particuliers, c'est au pouvoir judiciaire de décider si elle doit être rendue à l'ancien propriétaire. Si le bien concerné appartient à l'Etat, l'entité qui l'administre décidera s'il sera rendu ou si l'ancien propriétaire sera indemnisé. Par ailleurs, la Commission devra rendre publique la liste des demandes de restitution, ce qu'elle n'a jamais fait jusqu'à présent.

La sentence de la Cour suprême a donc obligé l'exécutif à remettre de l'ordre dans la procédure, mais il est clair que le gouvernement n'a aucune intention d'arrêter les restitutions, même si A. Lacayo a déclaré qu'on n'enlèverait pas la terre aux paysans et que les anciens propriétaires seraient indemnisés par des biens de l'Etat (immeubles, entreprises commerciales et touristiques). Par ailleurs, elle oblige l'UNO à revoir son projet de loi qui vise à permettre la restitution des maisons et des terrains distribués par la Révolution et qui est frappé des mêmes vices que le décret 11-90. Désormais la loi devra prévoir l'intervention du pouvoir judiciaire dans la procédure, ce qui ouvre également un espace à la défense.

LE FSLN ET L'AIDE EXTERIEURE

Managua, 23 mai (ANN/Barricada). Le Nicaragua a obtenu 360 millions de dollars en prêts et donations à la 5ème Conférence des pays donateurs tenue à Paris les 16 et 17 mai. Cette somme permettra au pays d'éponger la dette qu'il a accumulée envers la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement et ouvrira la porte à de nouveaux crédits. Le remboursement débutera en août prochain et, dès septembre, le Nicaragua pourra accéder à un crédit de 40 à 50 millions de dollars auprès du Fonds Monétaire International.

Le gouvernement sandiniste avait pris l'initiative, en 1989, de convoquer la communauté internationale dans le but d'obtenir les fonds nécessaires pour résoudre le problème de la dette. Le répit refusé à ce moment-là à un pays ravagé par la guerre est accordé aujourd'hui: le gouvernement Chamorro a su donner à la communauté internationale les gages de sa bonne conduite et de son adhésion aux recettes du FMI. Le FSLN, depuis les élections de 90, a appuyé les démarches gouvernementales pour obtenir une aide extérieure, prouvant par là sa volonté de faire passer les intérêts de la nation avant ses intérêts de parti et de travailler à la stabilité nationale. Mais cette attitude, si elle a été déterminante pour gagner la confiance des pays donateurs, ne signifie en rien un "chèque en blanc" au gouvernement, comme le signale l'éditorial du quotidien Barricada dont nous vous proposons quelques extraits.

"Contrairement à ce que soutient la presse pro-gouvernementale, la solution au problème du paiement de la dette ne doit pas être considérée comme une panacée face à la crise économique. Mais on ne peut en négliger l'importance et ce succès national devrait permettre d'obtenir des crédits à long terme, nécessaires à une relance de l'économie et à des investissements productifs.

A la différence de l'attitude anti-nationale adoptée à l'occasion de la première Conférence des pays donateurs en 1989 par ceux qui aujourd'hui nous gouvernent, le FSLN, représenté par Sergio Ramirez, a participé à toutes les Conférences qui ont eu lieu depuis les élections. Cet appui critique au gouvernement ne signifie pas que le FSLN lui donne un chèque en blanc et son identité de parti d'opposant n'en est pas affectée. Le Front sandiniste demande que l'aide extérieure soit utilisée en priorité pour la création d'emplois, la résolution du problème de la terre et pour répondre aux besoins en matière de santé et d'éducation.

Si c'est au gouvernement que revient le principal mérite d'être parvenu à obtenir la confiance des pays donateurs, ceux-ci reconnaissent eux-mêmes que l'attitude du FSLN, sa participation à la concertation et sa contribution à la stabilité nationale ont été des éléments déterminants de cette confiance".

A la fin de son éditorial, Carlos Fernando Chamorro, le directeur de la Barricada, répond à certains sandinistes qui jugent la direction du FSLN trop conciliante vis-à-vis du gouvernement. Saper le gouvernement n'entraînera pas automatiquement le renforcement du sandinisme, affirme le directeur de Barricada qui conclut : "*Si nous voulons préserver la viabilité d'une option politique révolutionnaire, nous avons besoin d'un minimum de stabilité économique et sociale pour étayer la précaire stabilité politique retrouvée*".

COMMISSION DU NIVEAU DE VIE: LE GOUVERNEMENT MANOEUVRE

Managua, 29 mai (ANN). Après la trêve accordée par les syndicats au gouvernement, c'est le moment de faire le bilan. La Commission nationale du niveau de vie est réunie pour évaluer la détérioration du pouvoir d'achat des salaires, tandis que la concertation a repris.

La Commission nationale du niveau de vie est une instance de négociation dans laquelle siègent des représentants du gouvernement, des organisations participant à la concertation, du FSLN et d'organismes invités. Elle est chargée d'évaluer la détérioration du niveau de vie et de fixer le salaire minimum. Ses conclusions peuvent permettre aux syndicats d'exiger une revalorisation des salaires.

Pour l'instant, les syndicats et le gouvernement ne sont pas d'accord sur la façon dont on peut évaluer la hausse des prix. Le gouvernement estime que le "panier de la ménagère" composé de 53 produits essentiels (pour une famille de six personnes) s'élève aujourd'hui à 548 cordobas (109 dollars). Il se fonde sur un sondage des prix effectué pendant une semaine du mois de mai. Les syndicats font valoir que le prix des principaux produits du panier de la ménagère ont été artificiellement baissés peu de temps avant le sondage. Le gouvernement a en effet décidé une baisse du prix du diesel, des transports et d'un certain nombre de produits dans les supermarchés, qu'il contrôle depuis lors. Les syndicats signalent que ces prix correspondent en fait à une subvention temporaire de l'Etat qu'il supprimera par la suite. En outre, il est vrai que les supermarchés pratiquent des prix intéressants pour certains produits, mais on ne les trouve pas. Les clients se les arrachent en quelques minutes après avoir fait une file interminable et les supermarchés rationnent les quantités. De plus, il n'y a pas de supermarchés dans tout le pays.

Le FNT refuse donc que les prix des supermarchés entrent pour plus de 10 % dans les calculs. Il estime que le panier de la ménagère est de 830 cordobas (166 dollars). La négociation s'annonce donc plutôt difficile.

Par ailleurs, les participants à la concertation se sont re-

trouvés la semaine dernière et les syndicats sandinistes ont réaffirmé leur position: ne pas signer de nouveaux accords avant d'avoir contraint le gouvernement à respecter ceux qui ont déjà été signés en octobre dernier. L'ordre du jour prévoit un bilan de leur application et proposera des solutions pour les points qui n'ont pas été respectés. Les autres thèmes retenus sont le droit de propriété (révision des confiscations et privatisation), le renforcement du plan d'ajustement structurel adopté début mars, l'emploi, les salaires, le statut des fonctionnaires et le Code du travail.

LE MICRO-AVENIR DES RECONVERTIS

Managua, 21 mai (ANN/Gente). De comptable au ministère des Finances, de directrice de collège, d'ingénieur agronome au ministère de l'Agriculture, de chauffeur à la télévision, ils sont devenus vendeur de parpaings, épicière, petit agriculteur, conducteur de charette à mule. Ils font partie des milliers d'employés de l'Etat qui, de plus ou moins bon gré, ont quitté la fonction publique dans le cadre du "plan de reconversion" proposé par le gouvernement. Pourront-ils survivre à l'heure où les petits commerces se multiplient et que la demande baisse? Que deviendront les services publics, déjà malades?

Le plan de reconversion, lancé le 11 mars par le gouvernement, devrait durer un an. L'objectif est de réduire les dépenses de l'Etat en poussant vers la porte 10 % des fonctionnaires, soit 7 000 d'entre eux. A la mi-mai, 5 934 fonctionnaires s'étaient engagés à se retirer de leur emploi, choisissant presque tous la même option, celle de l'indemnité égale à 20 mois de salaire. Les autres possibilités offertes par le plan -des crédits pour ouvrir une petite entreprise ou le reclassement dans une entreprise privée- n'ont attiré que 3 % des "reconvertis" : les taux d'intérêts des crédits sont trop élevés et l'emploi est précaire dans le secteur privé.

Les bas salaires de la fonction publique, les pressions -souvent sélectives-, l'envie de tenter sa chance en faisant autre chose comme y incitent les campagnes publicitaires: beaucoup de raisons pour céder. De plus, beaucoup de fonctionnaires se disent que si aujourd'hui on leur demande leur avis et on leur donne un peu d'argent en échange de leur départ, il se peut bien que demain on les jette à la rue sans rien comme cela se passe dans la plupart des pays d'Amérique latine. Certains estiment avoir été l'objet de pressions de la part de leur administration. "Le plan est une échappatoire; l'administration ne nous donne pas d'affectation, nous empêche de travailler; c'est sa manière de faire pression. Certains de ceux qui partent n'ont aucun projet, ils veulent seulement respirer", déclare un dirigeant syndical du ministère de l'Agriculture. Dans cette administration, une des spécialités est d'affecter un travailleur qualifié à un poste non qualifié pour le pousser à démissionner. Un syndicaliste des Finances affirme que chaque ministère a établi une liste de ceux qui doivent partir.

Mais beaucoup déclarent avoir eu recours volontairement au plan de reconversion. Ils investissent l'argent reçu dans un grand réfrigérateur pour ouvrir un débit de boissons, dans un véhicule ou un stock de marchandises pour se lancer dans le commerce, ou dans l'achat d'un billet d'avion pour quitter le pays et aller chercher du travail ailleurs. Les petits commerces fleurissent et cette sortie de secours risque de déboucher rapidement sur le chômage et le sous-emploi avec la contraction de la demande. L'économiste Amaru Barahona prévoit que ce plan débouchera à moyen terme sur "une vaste reproduction du sous-emploi". "Tous ceux qui perdent leur travail cherchent comment survivre. Je ne vois pas la une alternative", dit-il, "ni la source d'une croissance économique; je ne crois pas à une dynamique de petites entreprises qui se développeraient pour donner naissance aux géants du commerce de demain".

L'autre conséquence du plan, c'est l'Etat lui-même et les usagers des services publics qui la supporteront, du fait de l'hémorragie de personnel qualifié, techniciens et employés expérimentés. Déjà, certains services ont fermé dans de petites villes, dont les habitants doivent se rendre à Managua pour régler leurs problèmes administratifs. 150 inspecteurs des impôts ont profité du plan pour partir. Qui se chargera désormais de la lutte contre l'évasion fiscale? Le ministère des Finances a planifié 4 000 départs dans le secteur de la Santé; 3 000 médecins, infirmiers ou techniciens ont déjà abandonné leur poste. Les travailleurs des services d'épidémiologie ont été nombreux parmi les volontaires : seulement 200 d'entre eux sont restés sur 650. Face à l'arrivée de l'hiver propice aux épidémies de dengue (maladie virale transmise par les moustiques et qui présente une forme hémorragique mortelle, NDT) et de malaria, et face au danger du choléra, la protection de la population n'est plus assurée. Au ministère de l'Agriculture, des sections départementales entières ont eu recours au plan de reconversion. Dans les laboratoires de recherche pour l'amélioration des espèces végétales, 40 techniciens sont partis.

"La mise en marche de ce plan est aveugle", estime A. Barahona, "elle ne correspond pas à une évaluation de ce qui fonctionne mal et qu'il faudrait rationaliser au sein de l'Etat. Le seul souci est de se débarrasser des gens. Le but est de terminer l'année sans déficit fiscal en réduisant l'appareil d'Etat à toute force. Mais cela ne règle en rien le problème national qui est celui de la stagnation de la production".

L'EXTREME-DROITE VEUT LA PRENSA

Managua, 28 mai (ANN). Au cours de ces derniers jours, une lutte ouverte pour le pouvoir s'est engagée au sein de l'équipe du journal La Prensa. Le conflit porte sur la manière de mener la campagne contre le FSLN dans le quotidien. Alors que la présidente du conseil de

direction, Cristina Chamorro -fille de la présidente et épouse d'Antonio Lacayo- serait favorable à un rapprochement tactique avec le courant pragmatique du FSLN, d'autres membres de la direction optent pour l'affrontement.

La crise s'est aggravée à l'occasion des excuses publiées à deux reprises par C. Chamorro dans les colonnes du quotidien. Elle a tout d'abord critiqué le fait que, dans un article sur la Conférence des pays donateurs à Paris, on n'ait pas fait mention de la participation de Sergio Ramirez bien que "l'attitude positive de l'adversaire politique" eût été soulignée par le correspondant de La Prensa à Paris. La seconde fois, elle s'est excusée pour la publication d'un article qui accusait certains membres du Conseil électoral d'avoir volé les ordinateurs offerts par des gouvernements et organismes étrangers à l'occasion des élections de 1990. C. Chamorro a accusé le rédacteur de La Prensa de privilégier ses intérêts politiques au détriment d'une information véritable. Ces positions ont provoqué une contre-attaque des deux directeurs de La Prensa, Pablo Antonio Cuadra et Horacio Ruiz, ainsi que du frère de Cristina, Jaime Chamorro, vice-président du conseil de direction. Dans un éditorial, ils ont accusé Cristina d'avoir perdu sa fermeté et sa combativité. Ils ont revendiqué l'autorité au sein de l'équipe et affirmé qu'ils ne permettraient pas qu'on laisse certaines "conceptions injustes" s'infiltrer dans le journal. La dispute a rebondi lorsque Cristina a accusé ce groupe de violer l'éthique professionnelle et de manquer de respect à la mémoire de son père, le fondateur de la Prensa, Pedro Joaquin Chamorro.

HISTOIRE DE FAMILLE

C. Chamorro est probablement soumise à des pressions familiales pour qu'elle contribue à la politique des "modérés" du gouvernement vis-à-vis des "pragmatiques" du FSLN, dont la coopération en matière d'aide internationale est un thème sensible.

Déjà, de profonds différends entre la direction de La Prensa et la présidente Chamorro se sont exprimés en novembre de l'année dernière dans un éditorial attribué à Jaime Chamorro. Il défendait les forces d'extrême-droite soulevées contre le gouvernement dans la région du Chontales et accusait plus ou moins ouvertement la présidente d'incapacité. L'absence de Cristina, alors en voyage aux Etats-Unis, aurait permis alors ces écarts. Mais sa présence n'a pas empêché les campagnes de calomnies contre le FSLN, dont les thèmes habituels sont le vol des biens de l'Etat par les sandinistes, l'assassinat du jeune Jean-Paul Genie par l'escorte d'Humberto Ortega et le terrorisme des syndicats sandinistes.

Les coups de feu tirés contre un restaurant dans lequel se trouvait la présidente ont été présentés immédiatement par La Prensa comme une "attentat des sandinistes" et

quand il a été évident que les auteurs étaient d'anciens contras, le quotidien a abandonné le terme d'attentat. Tout n'était plus qu'une "histoire de soulographie" que les médias sandinistes et la police mettaient à profit pour créer une "confusion". Le co-directeur H. Ruiz, qui jouit de l'appui de la majorité des actionnaires également membres de la famille Chamorro, joue un rôle décisif dans le virage de La Prensa. C'est aussi lui qui, en tant que correspondant d'une agence de presse étrangère, a ressorti une entrevue du Cardinal Obando datant de plusieurs mois dans lequel ce dernier annonçait que le FSLN préparait un coup d'Etat. H. Ruiz a publié sa propre information, renvoyée par télex depuis l'étranger, en première page de la Prensa. Le cardinal Obando a immédiatement démenti cette information "déphasée".

L'EXTRÊME-DROITE GAGNE DU TERRAIN

En décembre 1990, Violeta Chamorro cédait sa part d'actions de La Prensa (environ 40 %) et ses fonctions de directrice à sa fille Cristina. Celle-ci devait abandonner cette charge en janvier 91 sous la pression de la majorité des actionnaires. Le prétexte pour écarter Violeta et Cristina Chamorro de toute influence sur la ligne éditoriale était que les fonctions politiques de certains membres de la famille portaient préjudice à l'indépendance de La Prensa. Mais ce journal se montre trop peu soucieux de la vérité pour que cet argument puisse être pris au sérieux et il est évident que le véritable conflit se livre entre la tactique des "modérés" du gouvernement et ceux qui veulent imposer un soutien inconditionnel aux courants extrémistes de l'UNO et à certains groupes de la contra.

Après s'être gagné la réputation de journal anti-sandiniste acharné, La Prensa prend aujourd'hui le chemin d'une publication anti-chamorrisme. Il pourrait devenir un journal dans le style du Mercurio chilien qui, au début des années 70, préparait par sa propagande le coup d'Etat fasciste contre le gouvernement Allende.

VERS UNE ARMÉE TRADITIONNELLE?

Jorge Lopez

Managua, 18 mai (ANN). Le temps passe, les démons se banalisent, les changements s'intègrent à la routine, les nouveaux modèles s'enracinent. Seulement en apparence ? Peut-être, étant donné le flou qui caractérise certains aspects de la société nicaraguayenne d'aujourd'hui. L'évolution de l'Armée populaire sandiniste (EPS) en est un bon exemple. Bastion du sandinisme pour les uns, instrument de co-gouvernement pour les autres, base du mariage Lacayo-Ortega pour les pragmatiques, pilier de la Constitution et de la stabilité du pays pour ceux qui la dirigent. Quelle définition

s'approche le plus de la réalité? Toutes et aucune car l'EPS est tout cela à la fois. Les images anciennes se confondent encore avec les nouvelles que l'on veut forger. D'autre part et bien que son orientation soit en principe tracée, l'armée se voit soumise à une série de pressions qui rendent son avenir incertain.

Beaucoup de questions surgissent dans ses rangs, bien que le commandement ne le reconnaisse pas. Mais quelle armée le reconnaîtrait? Il est pourtant évident que l'institution est atteinte par la défaite politique du FSLN et qu'elle cherche à se situer. Elle doit en plus faire face à une réduction traumatisante de ses effectifs. L'EPS s'est gagné militairement le droit de se maintenir comme composante légitime de l'Etat. La guerre est finie et les officiers et soldats, qui ont agi plus par conviction politique que par devoir militaire, ont payé un lourd tribut. Tout cela pour en arriver au 25 février 90.

Il a fallu réorganiser l'EPS en fonction du nouveau contexte politique. Ses principes ont cessé d'être liés au contenu social de la révolution pour devenir politico-institutionnels. Selon le Général Ortega, il s'agit là de la reconnaissance des limites historiques de processus révolutionnaire et de l'entrée dans une nouvelle période de recherche du développement national. L'EPS s'oriente vers sa professionnalisation (dépolitisation, corporatisme) et vers son institutionnalisation. Cette évolution est soumise à un ensemble de pressions en contradiction avec ses origines et son identité. On dit que l'armée aurait de toute façon dû changer en cas de victoire du FSLN, mais cela aurait été dans un contexte favorable à la Révolution, alors que les pressions qui s'exercent aujourd'hui visent à faciliter la recomposition des anciennes classes dominantes. De plus, dans une société fragile et en crise comme celle du Nicaragua d'aujourd'hui, où les institutions sont peu enracinées et manquent de solidité, le poids des individus et de leur position politique est plus fort. L'EPS n'échappe pas à cette réalité et il est difficile de savoir comment elle évoluera.

Son évolution politique suscite également des interrogations. Cette évolution n'est pas le fruit d'un plan bien défini mais l'expression d'une série d'adaptations qui impriment une nouvelle orientation politique. Les nouvelles positions ne sont pas du goût de tous, ni même au sein de l'armée et surtout parmi les officiers de rang moyen. Certains acteurs décisifs ont marqué cette évolution de leur sceau : des membres de l'exécutif, le haut commandement des Forces armées avec à sa tête le Général Humberto Ortega et le FSLN représenté par Daniel Ortega. Certains objectifs leur sont communs : la stabilité politique du pays, la consolidation des institutions, le développement de la démocratie parlementaire. La réunion de ces acteurs, leur pragmatisme et cette communauté d'objectifs ont permis que se dégage une orientation qui marque la vie politique et pourrait indiquer le cadre de la société future.

Ce processus n'a pas été linéaire ni exempt de crise, mais il a favorisé l'évolution de l'EPS vers une nouvelle identité et une nouvelle légitimité, en permettant en plus de neutraliser les mécontents car le FSLN comme le gouvernement ont fait des concessions. Il en a moins coûté à l'EPS, en termes généraux, si l'on excepte le cas Pichardo et l'affaire des missiles remis au FMLN. Fruits de la contradiction entre le nouveau rôle de l'EPS et les comportements militants d'hier, ces deux événements ont semé le malaise, l'amertume et une certaine rancœur. Il est difficile de tout effacer et si le consensus semble total au sein du haut commandement de l'armée, il n'en est pas de même parmi les cadres moyens. On y critique les ambitions personnelles, on veut bien comprendre que la paix et la stabilité sont nécessaires, mais pas à n'importe quel prix. Certains trouvent que le climat est devenu irrespirable et veulent quitter l'institution. D'autres voient dans les relations avec le Salvador le refuge de convictions politiques, et non un délit. L'image du Général Ortega, stratège selon les uns, opportuniste invétéré selon les autres, s'est quelque peu dégradée. D'une façon générale, son appui ouvert au gouvernement est critiqué et l'on suggère qu'un peu plus de prudence et de silence seraient de mise.

L'identification étroite entre H. Ortega et la nouvelle orientation de l'armée est mal acceptée par la droite du fait des origines politiques du général sandiniste, et mal acceptée par la gauche qui la trouve ambiguë. Ses positions nationalistes fortement empreintes de populisme, sa vision d'un Etat au-dessus des classes sont peut-être adaptées à ses nouvelles fonctions mais sèment la confusion.

La professionnalisation de l'armée et le renouvellement de ses effectifs vont contribuer à son évolution, favorisée de plus par la coopération d'armées étrangères (espagnole, mexicaine). Mais il y a beaucoup de chemin à parcourir et les circonstances politiques, le maintien ou non du Général Ortega, peuvent être des facteurs de changement. Un triomphe de la droite en 1996 pourrait signifier une nouvelle période de troubles et de transformations plus profondes.

Les efforts du Général Ortega pour maintenir l'armée au-dessus des conflits d'intérêts et pour jouer un rôle stabilisateur connaissent un certain succès. Mais cela n'empêche pas l'EPS d'être traversée par les tendances qui marquent la vie politique du pays. Les prises de position publiques répétées de son dirigeant y contribuent. Le caractère politique de l'armée est inévitable du fait du rôle qu'elle joue auprès du gouvernement, lui-même à la recherche de consolidation institutionnelle. Dans quelle mesure cela conditionnera-t-il son avenir et vers quoi s'oriente-t-on? Vers une armée traditionnelle, par la décomposition progressive de son identité populaire et révolutionnaire, une lente pénétration du conservatisme au nom de la stabilité nationale? Les militaires ne sont pas les derniers à se poser la question.

LA RELANCE PASSE-T-ELLE PAR LE COTON ?

Managua, mai (ANN/Barricada). Le 25 mars dernier, le gouvernement a présenté aux pays donateurs son "Programme pour la reconstruction et la croissance" dans lequel, entre autres, il indique quelques directions à long terme. Comme par le passé, ses espoirs se fondent sur la relance de la culture du coton. Il faut se souvenir que le boom du coton et l'industrialisation des années soixante ont été le symbole du développement en Amérique centrale. Aujourd'hui, une étude de la Banque mondiale montre qu'une tentative pour revenir au "bon vieux temps" pourrait être un effort inutile et coûteux et qu'il faudrait songer à une autre stratégie de développement agricole. Mais des solutions alternatives, comme les cultures non traditionnelles, ne peuvent être tentées qu'à moyen terme.

LE MYTHE DU BON VIEUX TEMPS

Le programme économique proposé par l'UNO lors de sa campagne électorale présentait l'expansion de la culture du coton comme la clé de la relance économique. Après un an de gestion au gouvernement, le bilan montre que les choses avancent lentement: pour la campagne agricole 1990/1991, 46 000 hectares seulement ont été semés alors que l'objectif était de 105 000 (soit 70 000 de plus que l'année précédente).

Le Programme de relance soumis récemment aux pays donateurs insiste pourtant dans cette voie. Il prévoit que la croissance des exportations et de la production se fondera au cours des trois ans à venir sur l'utilisation du potentiel pas encore exploité pour toutes les cultures traditionnelles. Selon le gouvernement, on pourrait ainsi accroître les exportations de 321 millions de dollars en 1990 à 342 millions en 1991.

Parmi les raisons avancées pour continuer à espérer une reprise dans la culture du coton, le gouvernement souligne que le pays n'a que peu de possibilités de diversifier la production agricole. Il allègue en outre que le coton génère des emplois saisonniers et que sa culture a des effets "multiplicateurs", puisqu'il fournit la graine dont on fait de l'huile et des aliments pour le bétail.

UNE CULTURE PROTEGEE PAR L'ETAT

La réduction des surfaces cultivées en coton s'est produite dans toute l'Amérique centrale, à un rythme annuel de 11 % à partir de 1981. Au Nicaragua, les surfaces sont passées de 210 000 hectares en 1977, l'année de l'apogée, à 35 000 hectares en 1989, puis 46 200 hectares en 1990. Parmi les facteurs qui expliquent ce déclin figure la chute des prix internationaux, conjuguée à l'augmentation permanente des coûts de production provoquée entre autres par la nécessité d'effectuer de plus en plus de fumigation

contre les parasites. Mais il faut également noter des erreurs commises dans la politique économique. Dans le cas du Nicaragua, il faut ajouter les conséquences de l'agression militaire des Etats-Unis qui, par le biais des pressions commerciales et financières, ont contraint à des changements dans le schéma technologique de la culture du coton. En effet, le blocus commercial a déterminé le changement des machines et des technologies et a conditionné la politique d'encouragement agricole à l'égard des grandes plantations: au cours des dix dernières années, la culture du coton a été fortement subventionnée par le biais de facilités de crédits, changes préférentiels et investissements dans la machinerie. Dans ce modèle, l'utilisation indiscriminée de matériel importé élevait les coûts de production. Malgré les ajustements opérés à partir de 1988 et l'attitude du nouveau gouvernement qui ne peut tolérer que des producteurs efficaces, le secteur du coton, qui est en majorité dans les mains du privé, ne fonctionne que si ses revenus sont garantis par les politiques gouvernementales et s'il est subventionné.

La lenteur de la reprise s'explique en partie par le fait que le secteur privé a l'impression qu'il n'a pas obtenu tout ce qu'il pourrait du gouvernement. Si le coton était soumis à la commercialisation internationale sans subvention, comme le préconise le gouvernement, il ne tarderait pas à disparaître. Son coût actuel, pour prendre un exemple, est 30 % supérieur à celui du Guatemala. Avant la maxi-dévaluation de mars, il était 50 % supérieur. Il est vrai que les mesures économiques adoptées au début du mois de mars ont réduit les pertes des producteurs de plus de la moitié, mais pas au point de rendre la culture du coton rentable.

INCERTITUDE POUR L'AVENIR

Selon les prévisions de la Banque mondiale, le prix du coton devrait continuer à baisser au moins jusqu'à l'an 2 000. Mais même s'il se maintenait, il faudrait dépasser d'autres types d'obstacles, entre autres opérer une reconversion technologique destinée à réduire les coûts de production et à accroître les rendements, seule solution pour rendre le coton nicaraguayen attractif sur le marché international. Il s'agit là d'un effort énorme et d'un projet à moyen terme. L'un des problèmes importants est l'épuisement écologique des terres à coton, qui en est arrivé à un point critique et provoque des pertes prononcées en termes de rendement: en 1980, ils étaient de 0,7 à l'hectare, ils sont aujourd'hui de 0,5.

Il est donc nécessaire de reconsidérer la stratégie de développement agricole et d'étudier la possibilité d'une "reconversion" du secteur primaire. Il faudrait en particulier reposer le problème du mythe des grandes plantations supposées être les plus efficaces. La pluralité des formes de production et la non discrimination de la "petite ferme" ou des produits de consommation interne doivent

servir de base pour envisager des solutions qui partent de la structure de production réellement existante.

AMERIQUE CENTRALE : NEO-LIBERALISME ET APPAUVRISSEMENT

Managua, 13 mai (ANN/Barricada). Il est courant d'écouter que les années 80 ont été une décennie perdue pour l'Amérique centrale. Mais l'on dit moins que ces années ont été celles de la mise en application des nouvelles recettes dictées par les organismes internationaux pour "aider" les pays centraméricains à faire face à la crise mondiale.

QUELLE EST LA RECETTE ?

Entre 1980 et 1989, 15 accords ont été signés entre les pays de la région et le FMI. La plupart d'entre eux ont été rompus du fait de la difficulté des gouvernements à appliquer certaines mesures draconiennes dans des contextes sociaux fortement conflictifs. Mais néanmoins, l'étranglement économique et les pressions du FMI ont marqué de leur sceau tous les plans d'ajustement structurels mis en oeuvre dans la région, y compris au Nicaragua à partir de 1988.

Le Costa Rica en 1985, puis le Honduras en 1988, ont sollicité auprès du FMI des crédits spéciaux pour leurs plans d'ajustement. Le Guatemala, le Salvador et le Nicaragua, depuis 1989, regardent dans la même direction. Les prêts destinés à financer les plans d'ajustement ont été institués par la Banque mondiale en 1980, pour tenter de régler le problème de l'endettement croissant du Tiers Monde. Mais ces prêts ne sont accordés qu'aux pays qui acceptent de se soumettre auparavant à une thérapie passant par la réduction de l'Etat et de son rôle dans l'économie, la libération du commerce, l'élimination des déficits par une politique fiscale et monétaire restrictive. L'idée de base de la recette est simple: chaque pays présente certains avantages qu'il doit exploiter afin d'offrir un certain type de produit qui, à qualité égale, sera vendu meilleur marché à l'exportation que par les autres pays producteurs.

Selon les "conseillers" internationaux, les économies centraméricaines seraient en perte de vitesse car elles se sont éloignées de la logique du marché. Le remède résiderait dans l'élimination de certaines "distorsions" qui limitent les exportations. La production et l'exportation de produits non traditionnels devraient favoriser la relance régionale. La libération de l'économie et du commerce fait loi et le marché est devenu la panacée. Cette recette n'est bien entendu pas présentée comme un moyen d'obtenir des pays centraméricains qu'ils paient leurs

dettes mais comme le chemin à suivre pour un développement équitable et stable.

DES ECONOMIES VULNERABLES

Le modèle traditionnel en vigueur en Amérique centrale est fondé sur une industrialisation fortement consommatrice d'importations pour son fonctionnement et une agriculture d'exportation spécialisée dans certains produits traditionnels aujourd'hui en crise. Le Costa Rica, malgré la diversification de ses produits d'exportation et l'introduction de produits non traditionnels, n'est pas plus à l'abri des fluctuations du marché mondial et de la spirale de l'endettement. En avril 1991, le FMI devait lui accorder un prêt spécial pour faire face à la faiblesse des exportations et aux dépenses pétrolières de 1990.

La question n'est plus aujourd'hui de choisir entre économie d'exportation ou développement intérieur mais de créer une base pour industrialiser la production d'exportation. Parmi les critiques de la Banque mondiale à l'égard du comportement économique de la région figure l'incapacité de s'adapter au nouveau modèle technologique imposé par les pays industrialisés et qui impliquent économie de matière première et de main-d'oeuvre.

LE DEVELOPPEMENT DE LA MISERE

Dans les années 80, l'intensité du conflit armé -au Nicaragua, au Salvador et au Guatemala- entraînait une aide économique importante des Etats-Unis à la région, dans le cadre de la stratégie anti-insurrectionnelle. Mais aujourd'hui, l'Amérique centrale a perdu de son importance aux yeux du voisin nord-américain. Les économies détruites -au Nicaragua par la guerre d'agression, au Panama par l'intervention militaire, au Salvador par la guerre de libération- n'ont aucune chance d'obtenir un traitement d'exception auprès des organismes financiers internationaux.

Le cadre régional est catastrophique. Le revenu par habitant a chuté de 17 % entre 1981 et 1990, deux fois plus que dans le reste de l'Amérique latine. La dette extérieure est passée de 8 500 millions de dollars en 1980 à 20 000 millions aujourd'hui. La pauvreté extrême était le sort de 49 % de la population en 1985, contre 40 % en 1980. Au Costa Rica, un pays pourtant épargné par la militarisation du conflit social, ces chiffres étaient de 37 % en 1985 contre 18 % en 1980.

Beaucoup d'arguments présentés pour justifier les programmes d'ajustement mis en oeuvre dans la région se heurtent à ces chiffres. Mais l'étranglement financier et la nécessité d'accéder à des ressources extérieures sont à l'origine de la soumission des pays centraméricains aux recettes imposées par les organismes internationaux. Au-

cun programme économique de la région n'y échappe aujourd'hui.

COSTA RICA: LA RECESSION

Managua, mai (ANN/Barricada). Si le président du Costa Rica, Rafael Calderon, prétend que les mesures économiques adoptées depuis qu'il est au pouvoir ont empêché une catastrophe, l'opposition, elle, pense qu'elles ont appauvri les plus démunis.

R. Calderon, qui est au pouvoir depuis mai 1990, a mis en marche un plan d'ajustements économiques destiné à réduire le déficit fiscal et qui comporte entre autres une hausse du prix des produits alimentaires, du combustible, de l'eau, de l'électricité. Pour le justifier, il a expliqué qu'il avait trouvé "les caisses vides" et qu'il avait dû prendre des mesures d'urgence.

L'an dernier, le déficit fiscal a atteint 380 millions de dollars et l'inflation s'est élevée à 26,58%. Selon les prévisions du gouvernement, cette année l'inflation ne dépassera pas 15% (elle a été de 6,88% au cours des trois premiers mois). "Nous avons évité une grande catastrophe économique. Je suis content des résultats obtenus et je suis satisfait du développement des politiques que nous avons menées", a récemment affirmé R. Calderon.

Cet optimisme n'est pas partagé par l'opposition qui critique durement sa politique économique. "Elle a constitué un coup dur pour les couches moyennes et les secteurs marginalisés. Notre organisation rejette cette façon brusque et unilatérale de faire des ajustements", a déclaré Walter Coto, secrétaire général du Parti de Libération Nationale (PLN), la principale force d'opposition. Un paysan gagne environ 72 dollars par mois et un fonctionnaire environ 200, ce qui est à peine suffisant pour survivre.

La mise en marche du programme de "mobilité du travail" a provoqué le licenciement d'à peu près 7 000 employés de l'Etat, ce qui représente pour le pays une économie de 50 millions de dollars selon le président Calderon. Par ailleurs, des mesures d'austérité, comme la réduction des projets, prises dans certains ministères représentent une économie de 70 millions par an. Au total, le déficit fiscal a été réduit de 100 millions.

Pour pallier les effets de la hausse des prix, le gouvernement a mis en marche un plan d'attribution de maisons et de distribution de bons d'alimentation au secteur le plus pauvre. Selon le président, fin mars 48 000 familles avaient reçu environ 4 000 dollars pour résoudre leur problème de logement.

Pourtant, l'Eglise tout comme le PLN marquent leur désaccord. "Calderon nous présente un Costa Rica différent de celui dans lequel vivent les Costaricains", commente Alejandro Soto, chef du groupe parlementaire du PLN. "Le Costa Rica sûr de lui et admiré par tous est devenu aujourd'hui un pays appauvri", explique l'ancien président O. Arias. Un plan contre la pauvreté, destiné à créer des milliers de micro-entreprises, a été annoncé il y a quelques semaines. Il devrait, selon le gouvernement, générer 200 000 emplois en deux ans. Cependant, les bonnes intentions de R. Calderon ont du mal à convaincre et, selon un sondage réalisé en janvier, 64% des Costaricains estiment que leur niveau de vie a baissé depuis un an.

EN BREF

REPRESSION. Deux dirigeants du FNT et du FLP ont été arrêtés à Léon après la manifestation du 22 mai sur plainte de l'épouse du vice-ministre de l'Intérieur, José Pallais, qui les accuse d'être responsables de soi-disant dommages causés à sa maison et sa voiture. Selon le FNT, il s'agit là d'un abus de pouvoir et d'un prétexte pour procéder à une arrestation injuste. Il a fait appel et réclame la destitution du ministre J. Pallais et du délégué du ministère de l'Intérieur à Léon.

LES MUNICIPALITES SANDINISTES ont été reléguées à la troisième phase du programme du Fonds d'inversion sociale d'urgence (FISE). Cet organisme emploie des chômeurs à des travaux municipaux grâce à une aide spéciale de l'AID. Après que les maires sandinistes aient protesté, l'Assemblée nationale a convoqué le directeur du FISE et celui de l'Institut d'encouragement municipal (INIFOM) pour qu'ils s'expliquent.

LA SOLUTION, L'EMIGRATION. Des centaines d'ouvriers de la construction au chômage se précipitent au siège de la CGT (i), le syndicat du Parti socialiste, pour s'inscrire dans des brigades qui vont aller travailler au Koweït, en Irak et au Costa Rica. La CGT a en effet passé un contrat avec une entreprise, la "Comercial Arabia" dont on ne sait rien pour l'instant.

LA FETE DES MERES a été célébrée à grand renfort de compliments et de ventes promotionnelles d'électroménager dans tout le pays. Mais la réalité est loin d'être une fête: le manque d'attention médicale aux femmes enceintes et les mauvaises conditions hospitalières -cette année, le ministère de la Santé a révélé que seulement 65'450 sur 187'000 femmes enceintes pourront accoucher en milieu hospitalier- transforme la maternité en véritable risque. Quant à l'avortement, toujours interdit et objet de tabou, il continue à être pratiqué clandestinement et à causer la mort de centaines de femmes chaque année.

LA MAISON DE DANIEL ORTEGA, confisquée en 1979 à une mexicaine mariée avec un banquier somoziste, fait l'objet d'une demande de restitution de la part de son ancienne propriétaire. L'ambassadeur du Mexique a fait des déclarations dans le quotidien La Prensa pour soutenir cette demande et a été rappelé par son pays afin de s'expliquer sur cette affaire. Le FSLN s'est étonné de l'attitude de l'ambassadeur du Mexique, qui occupe lui-même une résidence confisquée par la Révolution. La maison de l'ambassade a d'ailleurs été réclamée immédiatement par son ancienne propriétaire, une hondurienne mariée à un officier somoziste.

GUATEMALA. L'armée guatémaltèque, qui parie sur un échec des négociations avec la guérilla, a réorganisé les "patrouilles d'autodéfense civile", spécialisées dans la répression contre les paysans et la lutte anti-insurrectionnelle. Un groupe d'officiers a manifesté ouvertement son opposition à la participation de l'armée aux négociations de paix, qu'ils considèrent comme une "trahison à la patrie" et ils se sont constitués en groupes d'action armée baptisés "les officiers de la montagne".

GUATEMALA. Un commando de carabiniers chiliens sera envoyé au Guatemala pour collaborer à la restructuration de la Police. Le ministre guatémaltèque de l'Intérieur a annoncé également la formation d'une Garde civile pour renforcer la sécurité dans le pays.

PANAMA. Les avocats de Noriega ont communiqué au Tribunal de Miami un document dans lequel il est établi que leur client était "l'homme de la CIA au Panama". Certains passages de ce document, ayant trait aux relations de Noriega avec le président George Bush à l'époque où celui-ci dirigeait la CIA, ont été censurés par le département de Justice. Les avocats de l'ancien chef des Forces armées panaméennes espèrent ainsi convaincre la Justice des services que celui-ci a rendus aux Etats-Unis.

COSTA RICA. La Commission costaricaine des droits de l'homme a publié un rapport dans lequel elle fait part de cas de torture, de détentions arbitraires, de "déviation militaristes" des forces de sécurité et de la prolifération de groupes paramilitaires dans ce pays qui se targue d'être une "modèle de démocratie". Elle dénonce 16 cas de torture et rappelle que, bien que l'armée ait été officiellement abolie depuis 42 ans, il existe 18 corps de sécurité composés de 28 169 membres, ce qui représente une proportion énorme par rapport à la population. Beaucoup d'officiers ont été formés aux Etats-Unis par des officiers chiliens et guatémaltèques. La Commission signale la diminution des budgets sociaux et indique que la moitié des jeunes de 12 à 17 ans ne sont pas scolarisés. Une semaine après la publication de ce rapport, un groupe de paramilitaires, sous les ordres d'un grand propriétaire de nationalité allemande, a été démantelé après des incidents violents contre des paysans.

CRIMES CONTRE L'HUMANITE. Le Tribunal Permanent des Peuples (TPP) réuni à Bogota en avril a accusé les gouvernements d'Argentine, de Bolivie, du Brésil, du Chili, de Colombie, d'Equateur, du Guatemala, du Honduras, du Paraguay, du Pérou et d'Uruguay de violer le Droit international en manquant à leur obligation de juger et punir les "crimes contre l'humanité" commis dans leurs pays. Le TPP a également condamné les Etats-Unis pour leur "complicité avec l'Etat panameen" dans l'impunité des crimes commis durant l'intervention militaire de décembre 1989. Au moment où le "réalisme politique" invite au silence complice au nom de la "réconciliation", le verdict des TPP rappelle les exigences d'une véritable démocratie.

HONDURAS. Le conflit de la terre a fait de nouveau des morts au Honduras et les dirigeants paysans alertent sur

le danger d'une flambée de violence. La moitié des terres sont possédées par par 4% des propriétaires alors que 300'000 familles honduriennes sont sans terres. Certains officiers de l'armée sont les protagonistes de ce conflit et cherchent à s'approprier par la violence certaines terres occupées par les paysans.

EL SALVADOR. Le Conseil de sécurité de l'ONU a formé une commission d'observateurs qui sera chargée de superviser la situation des droits de l'homme et un éventuel cessez-le-feu au Salvador. L'ONU a demandé aux deux parties salvadoriennes d'accélérer les négociations, qui se poursuivent au Vénézuéla et devraient aborder le thème épineux des Forces armées et du cessez-le-feu. Pendant ce temps, au Salvador, le FMLN intensifie ses actions militaires dans tout le pays après que l'armée ait mené une forte offensive.

IMPRESSUM Editeur du Bulletin Hebdomadaire: ANN Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA, case postale 7671, CH-8023 Zurich. Rédactrices responsables: Katrin Fink et Ursula Regli. Coordinateur: Martin Muheim.
Télex: (45) 817585'158 com ch. Electronic mail: GeoMail
NET3:ANN-EUROPA; DASnet (DCFCM3)ANN-EUROPA;
Internet ANN-EUROPA@NET3.GEOMAIL.ORG;

Rédaction et traduction au Nicaragua: Michèle Faure et Frédéric Perrin. Téléphone: (505) 2/2'72'53

Prix annuel pour particuliers: FF 458 / CHF 124; pour comités de solidarité: FF 900 / CHF 265; pour institutions: FF 1'300 / CHF 370. Surcharge pour service aéropostal CHF 21. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

